

TAHIROU SARR – PRESIDENT DES NATIONALISTES DU SENEGAL

Le nouveau parlementaire crache ses vérités

L'honorable député Papa Tahirou Sarr a conquis le cœur des sénégalais par son discours nationaliste. Comme en témoigne la 7^{ème} position qu'a occupée son entité politique sur les 41 partis et coalitions en lice lors du dernier scrutin législatif.

Loin d'être xénophobe ou raciste, le néo parlementaire a mis en avant les intérêts de ses compatriotes et anticipe sur des problèmes pouvant, à l'avenir, découler de projets savamment ficelés par des étrangers établis au Sénégal. Il a d'ailleurs décidé de mettre son mandat parlementaire au service exclusif du patriotisme intégral qui se démarque de la vision du parti Pastef en la matière.

Pour mener à bien sa mission parlementaire, Tahirou Sarr compte s'inscrire comme un député au service des aspirations du peuple même s'il affirme son soutien au Projet de Pastef. Une marge de manœuvre qui lui permet d'applaudir quand les actes posés par le gouvernement vont dans le sens des intérêts des Sénégalais, et de critiquer lorsque des initiatives gouvernementales sont aux antipodes des attentes des populations.

Entretien avec le leader nationaliste.

1-/ Mr Tahirou Sarr des Nationalistes du Sénégal, si nous faisons un flash-back sur les dernières législatives, pouvez- vous revenir sur le déroulement de ce scrutin du 17 novembre 2024 ?

Tahirou Sarr: C'est un scrutin qui, dans son ensemble a respecté la tradition démocratique du Sénégal. Nous avons eu un scrutin calme, démocratique et transparent.

C'est l'occasion pour moi de féliciter le Président Bassirou Diomaye Faye pour sa posture équilibrée, son sens républicain mais aussi, l'administration électorale et territoriale pour la neutralité dont elle a fait preuve durant la campagne, le jour du vote, lors du dépouillement jusqu'à la proclamation des résultats définitifs avec zéro contestation. Ce qui représente une première pour des élections législatives au Sénégal.

Tout ceci nous le devons à la maturité du peuple sénégalais et à son exemplarité.

Néanmoins, nous déplorons les scènes de violences qui ont émaillé la campagne électorale ainsi que les morts enregistrés. Ces violences sont le fruit d'une absence de confrontation d'idées mais également, elles sont dues au fait que la loi aménage aux politiciens des dispositions durant la campagne électorale, de tenir des propos condamnables et de poser des actes impunis. Ceci entretient la violence et c'est l'occasion pour moi ici, de demander à ce que ces dispositions soient revues afin d'engager la responsabilité pénale des acteurs politiques qui ne doivent pas être au-

dessus de la loi en cas d'élection. Cela nous permettra ultérieurement d'avoir des élections apaisées.

Comme tous les sénégalais, nous avons également constaté durant ces élections, l'existence d'une liste dirigée par Mamadou Salif Sow qui a publiquement déclaré à travers des vidéos devenues virales qu'il ne vient pas du Sénégal et qui a appelé les guinéens établis au Sénégal en leur disant que c'est ici qu'ils seront élus et non en Guinée. Nous avons eu la surprise de voir cette liste passer à la Direction Générale des Elections (DGE) et au niveau du Conseil constitutionnel, en dépit du fait que 90% des personnes qui ont constitué cette liste, appartiennent à une même ethnie, ce qui est interdit par les dispositions de loi qui régissent les formations politiques.

Nous avons également vu un candidat durant la campagne, organiser la communauté guinéenne du Sénégal en leur demandant de se préparer pour 2035 parce que s'ils sont bien organisés, ils pourront avoir la majorité au Sénégal.

Il vient couronner la gifle que le peuple sénégalais a reçue le 24 mars 2024 lors de l'élection présidentielle, quand une candidate a fait une parjure au niveau du Conseil constitutionnel alors qu'elle est détentrice de trois (3) nationalités à savoir libanaise, française et sénégalaise. Son dossier est toujours pendant devant la justice et entretemps, elle a rejoint le camp du pouvoir mais nous rappelons au ministre de la Justice et au Procureur de la République, la nécessité de juger ce dossier par jurisprudence pour qu'ensemble les enfants de notre Nation fassent respecter le Sénégal et ses institutions.

Les choix des personnes qui doivent diriger la Présidence, l'Assemblée nationale, les Collectivités territoriales au Sénégal peuvent directement influencer sur le futur de nos enfants et sur l'identité du Sénégal.

Il revient à la DGE, au Conseil constitutionnel de prendre la pleine mesure de leurs responsabilités. S'ils ne sont pas outillés et ne disposent pas suffisamment de renseignements, nous leur proposons une certaine collaboration avec le renseignement général et le renseignement militaire car, la sécurité d'une Nation ne se négocie pas, mais elle se gère.

2-/ Lors de ces élections législatives, les sénégalais vous ont élu au plus fort reste. N'êtes-vous pas déçu par rapport à l'espoir et aux attentes que vous avez pu susciter ?

Tahirou Sarr : Je rends grâce à Dieu en toute circonstance, je suis loin d'être déçu. Nous étions partis aux élections dans des conditions difficiles où même réunir la caution a été fastidieux et les sénégalais ont pu constater par eux-mêmes que notre campagne, nous l'avons pratiquement fait à pieds.

Faute de moyens, nous n'avons pas pu parcourir le Sénégal mais néanmoins, notre discours a été entendu parce que nous avons eu des voix au-delà de nos attentes dans les coins les plus reculés du Sénégal et dans la Diaspora. C'est l'occasion pour moi de remercier du fond du cœur toutes les personnes qui ont porté leur choix sur moi. Au-delà de ma personne, ils ont voté pour le Sénégal la terre de leurs ancêtres,

ils ont voté pour leurs contemporains mais ils ont également voté en se souciant du devenir de leurs enfants et petits-enfants.

Je respecte le choix de ceux qui n'ont pas voté pour moi-même si je sais que nombreux parmi ces personnes me témoignent tous les jours de leur affection et leur soutien par rapport aux idées que je développe pour l'intérêt du Sénégal.

3-/ Quelle analyse faites-vous du score obtenu par les membres de l'ancien régime, notamment le Président Macky Sall et l'ancien Premier ministre Amadou Bâ ?

Tahirou Sarr: Les Sénégalais, à travers ce vote ont confirmé le rejet qu'ils ont de l'ancien régime et du système qui a prévalu depuis l'avènement de l'Indépendance. Ils ont ainsi exprimé leur désir de renouveler la classe politique avec des acteurs qui ont fait leur temps avec leurs mérites et leurs échecs. Nous espérons qu'ils en tireront toutes les conséquences.

L'APR et ses alliés, malgré l'activisme du Président Macky Sall, son poids électoral s'est effondré. Il a un groupe parlementaire, et logiquement si le chef de l'opposition devait avoir un statut, ça doit lui revenir de droit.

Néanmoins, le statut de chef de l'opposition ne se décrète pas, il s'incarne et il faudra être en mesure d'apporter un discours rassembleur et d'espoir qui ne soit pas crypto-personnel, qui applaudit quand il y a du bien, qui alerte lorsque le danger se fait sentir et qui s'oppose farouchement quand il y a de la malveillance.

Après plus de douze (12) ans de gestion du pouvoir, parce que n'oublions pas qu'il a été avec le régime du Président Abdoulaye Wade, je ne pense pas qu'il puisse amener au Sénégal un souffle nouveau. Nous le remercions pour tout ce qu'il a fait pour le Sénégal.

Pour la coalition « Jamm Ak Njerin » d'Amadou Bâ, il y a six (6) mois, il a failli devenir Président de la République du Sénégal. Son électorat est passé de 34% à 6 à 7%. Une chute spectaculaire qui amène de notre part, la nécessité de faire une réflexion profonde. Tout ceci est le fait qu'à un moment donné de la vie du Sénégal, des lobbies étrangers, le pouvoir corruptogène de l'argent sur la presse, sur certains intellectuels de ce pays, sur certains milieux religieux ont voulu pratiquement l'imposer aux Sénégalais. Grâce à la combativité du parti Pastef et de son leader, mais également de la maturité du peuple sénégalais, nous avons évité le pire.

4-/ Quelle appréciation faites-vous des résultats du parti au pouvoir, Pastef d'Ousmane Sonko ?

Tahirou Sarr : Les sénégalais ont voté en toute cohérence pour confirmer le choix qu'ils avaient fait le 24 mars 2024 lors du scrutin présidentiel, en donnant au Pastef la majorité parlementaire en termes de voix et une majorité absolue en termes de nombre de députés. Ce qui est une bonne chose pour nous éviter des crises et querelles parlementaires.

Nous espérons que le Pastef en fera bon usage pour matérialiser le projet qu'ils nous ont tant vanté et à partir de ce moment, ils n'ont plus aucune excuse.

En huit (8) mois, Pastef a perdu 400.000 voix par rapport aux voix de la coalition «Diomaye Président». Il faut l'interpréter en tenant compte du taux de participation, du mécontentement des populations, du désintéressement des sénégalais pour ces élections. Mais n'oublions pas que durant ces élections, Pastef a enregistré beaucoup de ralliements de la part des tenants de l'ancien régime et beaucoup d'appels au soutien de personnes qui n'avaient pas voté pour la coalition « Diomaye Président ». Quel est l'impact réel de ces apports sur leur électorat ? Je leur laisse le soin d'en juger...

5-/ Vous êtes à l'Assemblée nationale depuis le 2 décembre dernier lors de l'ouverture de la première session ordinaire. Quel a été votre positionnement par rapport aux blocs ou groupements parlementaires ?

Tahirou Sarr: Nous sommes dans une posture constante et cohérente par rapport à nos convictions et engagements politiques qui ont été les miens avant d'être élu député.

Je ne peux naturellement pas m'associer au camp de l'ancien régime et de ses démembrements que j'ai combattus et que je juge responsable de la situation délétère du Sénégal, et des problèmes spécifiques que les Nationaux combattent au Sénégal.

J'ai intégré le Pastef bien avant la Présidentielle 2024, j'ai fait voter pour le compte de la coalition «Diomaye Président» et naturellement, j'ai soutenu le Projet pour lequel je partage une bonne partie de ses aspects. Je le soutiendrai avec dévouement et sincérité mais je ferai part de mes doutes en interne si on s'écarte de la ligne directrice, je m'opposerai si on sort du cadre de ce qui va dans l'intérêt du peuple sénégalais.

Les Nationalistes qui m'ont élu député à l'Assemblée nationale ont un problème spécifique lié aux inquiétudes qu'ils ont par rapport à la gestion calamiteuse de la politique migratoire et à la gestion de la situation des étrangers vivant au Sénégal qui suscitent beaucoup de questions sur le devenir du Sénégal. Ces problèmes, je les porterai en bandoulière et je les défendrai de toutes mes forces à l'hémicycle pour que mes collègues prennent conscience de ce que je dis, mais également de l'aspiration d'une bonne partie de la population sénégalaise.

La posture naturelle que je peux avoir pour pouvoir remplir toutes ces missions, c'est de m'inscrire comme un député non aligné.

6-/ Le 24 mars dernier, le Sénégal a changé de régime, comment jugez-vous les 8 mois de gestion du duo Diomaye – Sonko ?

Tahirou Sarr : Je pense que c'est trop tôt de faire un jugement de fond après huit (8) mois d'exercice du pouvoir, quand on a fait tomber un système pratiquement vieux de 60 ans, avec tous les effets délétères qu'ils ont entraîné dans ce pays.

Les sénégalais viennent de leur donner les leviers du pouvoir à travers ces élections législatives, il faut qu'ils travaillent et nous leur souhaitons plein succès. Je tiens seulement à souligner que les défis qui les attendent sont multiformes.

- Dans le **domaine de l'agriculture**, certes s'il faut se féliciter des efforts consentis en matière d'appuis en semences et en engrais mais aussi sur le taux du prix de l'arachide fixé cette année, nous appelons le gouvernement à la transparence sur le rendement réel de la production arachidière.

Les échos qui nous parviennent du monde rural ne sont pas favorables et ceci pour deux raisons. Il faudra évaluer la qualité des semences et engrais qui ont été distribuées aux paysans et en tirer toutes les conséquences de droit. Mais également, en cas de baisse de rendement, il faudra que l'Etat prenne des dispositions pour que les paysans puissent rentrer dans leurs fonds le plus rapidement possible et aussi prévoir des vivres de soudure.

Le gouvernement doit encourager l'agriculture hors saison pour éviter cette dépendance que nous avons vis-à-vis de la pluviométrie. Il faut accélérer la mécanisation en milieu semi-rural.

Les éleveurs doivent également être soutenus par rapport au vol de bétail, à l'expropriation massive des zones de pâturage en faveur d'investisseurs étrangers mais je pense que l'Etat doit les aider à trouver d'autres moyens d'écoulement des produits issus de leur élevage.

Dans le domaine de la pêche, certes nous saluons la décision du gouvernement du Président Diomaye Faye qui a mis un terme aux accords avec l'Union Européenne qui étaient manifestement déséquilibrés. Le volume de poissons qui étaient pêchés était largement en deçà de la masse financière que le Sénégal gagne mais le gouvernement doit savoir que les poissons n'habitent pas au Sénégal. Ce sont les conditions climatiques qui les amènent, nos pêcheurs traditionnels n'ont pas les moyens de les capter. Ces mêmes poissons vont migrer vers d'autres zones où ils seront captés donc, il urge de mettre en place des mécanismes pour aider les pêcheurs traditionnels à acquérir des bateaux ou louer des sociétés de dragage pour capter ces poissons, servir le marché local et au besoin exporter hors du Sénégal.

Tout ceci ne peut pas se faire s'il n'a pas une politique d'industrialisation notamment la création poissonneries sénégalaises et c'est seulement l'Etat qui peut le faire. Le développement de ces différents segments vitaux que représentent l'agriculture, la pêche et l'élevage ouvre grandement la porte à l'auto-suffisance alimentaire qui nous permettra certainement de réduire notre déficit commercial et de pouvoir même jouer sur la cherté de la vie.

- Dans le **domaine de l'éducation**, L'Etat doit également veiller à la stabilité de l'année scolaire car la qualité de l'éducation en dépend. Il faudra gérer le corps enseignant mais également la population estudiantine.

IL y a des signes de remous dans les universités et nous dénonçons la fermeture de l'Université Assane Seck de Ziguinchor que rien ne peut justifier. Les étudiants sont dans leur logique et leur demande est légitime et c'est à l'Etat de les satisfaire immédiatement ou d'entreprendre des discussions sereines pour régler leurs problèmes de façon différée ou immédiate.

Si l'Etat pense qu'un certain nombre d'étudiants sont instrumentalisés par des forces externes, notamment politiques, la sanction doit concerner ces étudiants et les commanditaires. Nous ne pouvons pas sacrifier l'avenir de tous ces enfants en prenant des décisions aussi brutales, aussi hâtives et inappropriées.

Dans le **domaine de la sante**, les défis sont multiples. Si vous sortez de Dakar, dans les régions, l'essentiel du corps médical est composé de médecins étrangers. Et pourtant, le Sénégal forme à la faculté de médecine de Dakar, des sénégalais. Il revient à l'Etat d'avoir des politiques de motivation pour qu'ils s'installent mais également de la fermeté parce qu'ils ont prêté serment pour traiter leurs compatriotes d'où qu'ils soient.

Le Sénégal doit se munir de centres de santé spéciaux pour pouvoir gérer un certain nombre de pathologies comme un centre d'Oncologie médicale. Il y'a un projet que le Président Macky Sall avait initié à Diamniadio et qui doit être achevé. La mortalité au cancer reste élevé au Sénégal, le diagnostic est tardif, les protocoles ne sont pas respectés aussi bien dans leurs types que dans les délais. Il serait bien de créer un centre super équipé, de concentrer l'essentiel des praticiens, de rendre ce centre autonome, ce qui nous permettra de réduire drastiquement cette mortalité.

Les grands brulés au Sénégal ont tout un problème pour trouver une place dans nos structures hospitalières, les malades d'AVC font pratiquement le tour des hôpitaux avant de succomber dans les ambulances ou dans les maisons.

Les urgences vitales à défaut d'être rejetées dans les hôpitaux, errent dans la rue, à bord des voitures ou dans les maisons jusqu'à leur dernier souffle.

Ce sont des compatriotes qui ont vécu dans ce pays et qui peut être ont même rendu service à notre pays, nous leur devons une assistance en mettant à leur disposition des centres de santé spécialisés pour les accompagner.

Le Senegal doit avoir un système d'évacuation hélicoptéré pour sauver la vie de Sénégalais surtout de l'intérieur du pays pour des problèmes de délai d'évacuation encore que même dans certain cas les praticien hésitent à engager des malades en détresse dans des ambulances sous équipées et des routes cahoteuses

Dans le **domaine de la Pharmacie**, l'essentiel des laboratoires pharmaceutiques qui amènent les médicaments au Sénégal sont détenus par des étrangers. Si vous entrez dans les officines, l'essentiel des médicaments génériques nous viennent du Maroc, d'Egypte, de la Tunisie, d'Inde, du Pakistan ou de la Chine. Ces médicaments prennent de plus en plus une place importante dans nos rayons alors que le Sénégal n'est même pas capable de produire une seringue ou un sparadrap. Et Dieu sait que des milliards d'exemplaires sont annuellement vendus au Sénégal.

Il est temps que l'Etat installe une politique d'industrialisation dans ce milieu pour couvrir les besoins du Sénégal en matières de consommables médicaux et même en médicaments génériques. Ce qui nous permettra par nous-mêmes de contrôler la qualité de ce que l'on donne à notre population car je

ne pense pas que l'Etat du Sénégal a pas la capacité de vérifier tous ces médicaments qui nous viennent des pays émergents quant à leur qualité et à leur efficacité.

-Pour ce qui est de **la vie chère**, les hommes politiques ont habitué les Sénégalais à des déclarations de circonstance qu'ils présentent à la limite comme des trophées qui, malheureusement ne sont pas suivies d'effets parce que nous avons tous constaté que les prix sont repartis à la hausse.

Les numéros verts qu'ils nous ont servis n'ont pratiquement servi à rien. Il est également important que l'Etat sache que les sénégalais subissent la hausse pas seulement sur les prix de base mais aussi sur tous les produits d'usage courant. Un rasoir à jeter qui coûtait 100 francs CFA, subitement on nous le vend à 125 francs CFA sans aucune raison.

L'Etat a laissé la population à la merci des boutiquiers et des commerçants. Le sucre de la CSS qui est fabriqué au Sénégal, qui génère des emplois et qui est moins cher et plus accessible aux ménages, les boutiquiers de quartiers refusent de le vendre pour la bonne et simple raison que le sucre importé rapporte plus mais certainement derrière ce sucre importé se trouve un de leurs barons et il est temps que l'Etat casse ce monopole.

L'électricité coûte cher au Sénégal, la raison essentielle est que la Sénélec n'est pas autonome en matière de production d'énergie. C'est un sous-traitant qui revend aux populations une bonne partie de l'électricité qu'elle leur distribue, naturellement elle n'a aucune marge de manœuvre pour opérer une baisse, ce qui entraîne la subvention de l'Etat qui a des limites.

L'électricité est un secteur stratégique pour l'Etat et la Sénélec doit reprendre en mains le contrôle de sa production.

Depuis l'avènement de la Sen'Eau, nous pensons qu'il n'y a pas plus d'emplois dans ce domaine. Nous pensons également qu'il n'a pas plus d'eau en quantité. Que l'eau n'a pas connu un bond qualitatif. Toutes les familles sénégalaises ont constaté que l'eau est devenue plus chère et nous appelons l'Etat à prendre ses responsabilités et à réévaluer le contrat qui le lie à la compagnie Suez dans la gestion de la Sen'Eau.

-Dans le **domaine de l'Environnement**, le défi majeur c'est la déforestation. Chaque année, nous investissons des milliards pour le reboisement et chaque année des étrangers nous coupent nos bois et nous détruisent nos forêts qu'ils vendent à l'étranger pour le trafic du bois ou bien en interne, pour le charbon de bois. Et ceci avec la complicité des autorités de ce pays et il est temps de réguler la vente du charbon de bois au Sénégal à défaut de l'interdire ou mettre en place une charbonnerie du Sénégal pour qu'on puisse respecter les normes de coupe et préserver l'environnement.

Il est inconcevable que des étrangers nous causent autant de dommages et de torts avec le silence coupable des autorités sénégalaises.

-Dans le **domaine de la Justice**, le Pastef a fait de la reddition des comptes un thème principal aussi bien à la Présidentielle que pour les législatives. Il est temps que les sénégalais sachent tout ce qui s'est passé sur le bradage du

littoral, sur les détournements de deniers publics, sur les rapports et sur le patrimoine bâti de l'Etat mais que tout se passe dans la justice et l'équité.

Que ça ne soit pas un moyen de liquider de futurs adversaires politiques parce que le peuple ne l'acceptera pas et le premier ministre Ousmane Sonko est parfaitement en mesure de comprendre ce que je dis.

On a besoin d'une justice juste et équitable parce qu'aussi bien du camp de l'opposition que du camp du pouvoir, des personnes ont été citées dans des rapports ou dans des détournements. Nous avons vu des personnes qui ont transhumé ou qui ont appelé à voter pour le Pastef et qui sont impliquées dans des malversations au Sénégal.

Nous espérons que le Président de la République va prendre de la hauteur en restant équidistant pour que les citoyens soient traités au même pied d'égalité.

Pour ce qui nous concerne les Nationalistes, nous voulons juste souligner un fait. Le pillage de nos ressources a été certes fait par l'entremise de nationaux mais pour une bonne partie, ils se sont associés à des étrangers. Par exemple, les détournements au Prodac, dans la construction de l'Université Amadou Makhtar Mbow, l'Université de Matam, les 10.000 mètres carrés qui ont donnés sur la corniche ont impliqué des étrangers. Quel sera le sort à réserver à ces étrangers pour qu'ils ne considèrent plus le Sénégal comme un Eldorado où on peut tout faire dans l'impunité ?

Cela doit amener l'Etat à la préférence nationale dans le choix des investissements et des projets et je comprends mal que l'Université de Matam soit confiée à une entreprise malienne dans le terroir d'origine d'Aliou Sow, un digne fils du Sénégal qui a une entreprise exemplaire au Sénégal, certainement beaucoup plus compétente.

Il est temps que la justice mette fin à l'impunité de la communauté libanaise au Sénégal. Vous ne verrez jamais un libanais en prison au Sénégal. Et, ce sont des personnes qui ne sont pas exempts de tout reproche au Sénégal. Ils obtiennent pratiquement tous la liberté provisoire au bout de deux à trois mois en cas de mandat de départ .il y a un lobby organisé qui leurs assure cette impunité.

Nous espérons que dans le cadre du "*Jub Jubal Jabanti*", on mettra un terme à ces pratiques. C'est à nous de nous faire respecter, de faire respecter notre justice.

-dans le **domaine des infrastructures et des équipements**, c'est un grand défi qui attend le Pastef ; parce que quoi qu'on puisse dire le régime du Président Wade et celui du président Macky Sall ont légué au Sénégal des infrastructures et des équipements structurants même si on épilogue sur leurs couts. Les projets en cours doivent être terminés .le pôle urbain de diamiadio ne doit pas être délaissé. Le PASTEF doit faire preuve d'innovations.

-dans le **domaine de l'emploi**

Tous les régimes qui se sont succédé ont pratiquement échoué. Le taux de chômage concernant la jeunesse du Sénégal devient de plus en plus important. Le Premier

ministre Ousmane Sonko nous a publiquement dit que la masse salariale de l'État est élevée. Ce n'est certainement pas la fonction publique qui va résorber le chômage.

Nous souhaitons que d'ici 2029 qu'ils puissent industrialiser le pays, créer des sociétés et des services pour absorber le chômage ; ce sera difficile.

Alors Ce qui reste c'est l'entrepreneuriat et le secteur informel.

Malheureusement, ce que ce régime ne veut pas entendre c'est que la microéconomie endogène à l'intérieur du Sénégal est quasiment maintenue dans une situation de monopole par les étrangers qui ont fini de s'installer partout au Sénégal et pratiquement de prendre tous les secteurs d'activité. .

Rien ne peut redresser cette tendance si l'Etat ne prend pas des mesures pour l'installation de la carte de séjour pour régler le flux migratoire, mais également la protection d'un certain nombre d'emplois au Sénégal. Le permis de travail qu'ils ont évoqué doit concerner aussi bien le secteur formel que le secteur informel.

Mais tout ceci nécessite au préalable une lutte farouche contre la mafia de l'usurpation d'identité nationale tant au niveau de l'état civil de la DAF du bureau du passeport et des tribunaux

Nous avons appris que le ministre du commerce a l'ambition de créer des boutiques témoins modernes .Nous osons espérer que l'argent public ne servira pas à moderniser des boutiques tenues par des étrangers .ce serait un acte de haute trahison vis-à-vis de la jeunesse du Sénégal et un moyen de renforcer ce monopole inacceptable des étrangers sur le commerce de gros ,semi gros et de détails des denrées alimentaires .

L'état a également intérêt à casser la mainmise des étrangers sur les milliards que Orange et wave distribue à travers des services comme seedoo ,orange money et Wave .

7/ La gestion du flux migratoire et de ce qui est considéré comme l'envahissement de la communauté étrangère semblent être une préoccupation majeure pour les nationalistes et des défis à relever par les tenants actuels du pouvoir ?

Le Sénégal ne compte pas moins de 5 millions d'étrangers sur son sol. Rien que dans la région de Dakar, il n'y a pas moins de 3 millions d'étrangers. Ils sont partout au Sénégal ; de Thiès à Mbour, à Diourbel. Kaolack est devenu le deuxième épïcentre de la présence de ces étrangers au Sénégal. Ils sont en train de se déployer à Saint-Louis. Ils ont fini pratiquement d'occuper la région de Tambacounda pour une bonne partie. Les régions de Kolda, de Casamance ; de Cap Skiring à Oussouye en passant par Ziguinchor, en allant sur Bignona. Mais le plus grave c'est qu'ils sont même en train de s'installer dans le milieu semi rural et rural.

Cette installation et cette densification des étrangers au Sénégal semblent être une stratégie mûrement posée, mûrement réfléchi et qui se déploie de plus en plus au

Sénégal. Et c'est le résultat de la négligence coupable des autorités de ce pays mais également, peut-être de l'inefficacité du renseignement au Sénégal.

Pour s'installer au Sénégal et y développer leurs activités, ils ont pratiquement détruit notre état civil.

Ils entretiennent un réseau mafieux d'usurpation d'identité nationale à toutes les échelles; état-civil, DAF, Bureau du passeport, tribunaux.

Il urge de prendre des mesures rapides et conservatoires car depuis que le Premier ministre a indiqué la possibilité d'installer des cartes de séjour, ils feront tout pour se doter de la pièce bien avant l'arrivée de ces cartes de séjour pour se mettre à l'abri de ses conséquences éventuelles.

J'aurais souhaité que le Pastef soit l'initiateur du projet de Carte de séjour mais pas une carte de séjour symbolique qui coûtera au Sénégal des moyens tant pour sa réalisation que pour sa surveillance policière, et qui sera au bout inefficace.

La carte de séjour doit répondre à des objectifs majeurs pour qu'elle porte ses fruits. Ce sont des **objectifs sécuritaires**.

Il faut fichier les étrangers pour la sécurité du pays, leur sécurité mais également pour la sécurité du pays d'origine où ils viennent. C'est quand même inadmissible que les ambassades au Sénégal savent avec précision le nombre de leurs concitoyens qu'ils ont dans le Sénégal; parce que ces étrangers, prennent des cartes consulaires, et que le Sénégal est incapable de déterminer de façon exacte le nombre d'étrangers d'un pays Tiers au Sénégal.

L'installation d'un fichier national des étrangers assurera la sécurité de nos états civils parce qu'il sera impossible d'usurper une carte d'identité nationale sénégalaise en étant dans le fichier des étrangers.

La carte de séjour doit répondre à des **objectifs démographiques** de régulation. Et, pour cela le coût ne doit pas être symbolique. C'est un coût qui doit être significatif entre 800 000 et 1 million de francs Cfa comme ça se fait dans les pays de la sous-région ou dans un certain nombre de pays de l'Afrique.

Toute personne étrangère dont l'activité ne permet pas de payer la carte de séjour se verra dans l'obligation de rentrer chez lui.

Toute personne étrangère dont l'activité lui permet de payer la carte de séjour réfléchira avant de faire venir ses parents pour le soutenir dans son activité. Ce qui poussera ses étrangers à peut-être travailler avec la jeunesse du Sénégal. Ce qui nous évitera les regroupements familiaux et peut-être diminuera la forte natalité de la communauté étrangère au Sénégal.

C'est quand même regrettable que des Sénégalais aillent dans l'école du quartier pour faire inscrire les enfants, qu'on leur dise que les places sont pleines alors qu'elles sont occupées pour 50 % par des populations étrangères. Le Sénégal investit des moyens colossaux considérables pour l'éducation en éduquant les enfants des autres et en laissant en rade ses propres enfants.

Par ailleurs MR O SONKO a publique a dit à Matam qu'il n'accepte pas le vote des étrangers au Sénégal. Cela sous-entend que des étrangers détiennent de façon

frauduleuse de carte d'identité nationale au Sénégal et ce sont inscrits de façon frauduleuse sur le fichier. C'est du faux, de l'usage de faux, un délit pénal qui est puni par loi. L'État a l'obligation d'auditer le fichier national d'identité. Ce n'est pas du racisme, ce n'est pas de la xénophobie. C'est juste appliquer la loi au Sénégal.

Il urge de revoir les dispositions de la loi sur la nationalité aux sénégalais. Il n'y a pas de droit de sol au Sénégal, les enfants issus de couples étrangers ne sont pas éligibles à la nationalité sénégalaise. Mais si cet enfant a grandi au Sénégal et à un enfant au Sénégal même si c'est avec un étranger, il aura une perspective d'avoir la nationalité sénégalaise créant ainsi un type de Sénégalais qui ne sont liés à ce pays ni par le sang, ni par le mariage. Si on tient compte de la natalité explosive des étrangers dans ce pays, si aucune disposition n'est prise, d'ici 30 ans, ils seront majoritaires au Sénégal.

Concernant la sécurité, nous saluons les efforts de l'État à procéder de façon effective à la délimitation des frontières. Nous allons vers un Sénégal pétrolier et gazier. Compte tenu de l'environnement géopolitique qui est tendu, le Sénégal a besoin de renforcer le dispositif sécuritaire au niveau de ses frontières. Nous saluons les efforts de patrouille au niveau de la Falémé qui ont permis de démanteler énormément de sites d'or-péages clandestins essentiellement entretenus par des étrangers qui nous viennent de partout dans la sous-région et qui pillent nos ressources avec son lot de corolaires d'agressions, de vol, de viol sur les populations autochtones. Il est mieux d'envisager la perspective d'installer un camp militaire dans Falémé sur un long terme.

8/- Comment entre voyez-vous la nature de la diplomatie et de la coopération avec l'étranger ?

Nous sommes des nationalistes nous croyons à l'intérêt supérieur des Sénégalais et du Sénégal qui est un pays dans un environnement international, qui ne peut naturellement pas se fermer par rapport aux autres.

Nous avons jusque-là, compte tenu du niveau de notre économie, besoin de consolider voire d'améliorer les relations que nous avons avec les partenaires classiques qui nous soutiennent dans l'aide publique au développement et dans les investissements; à savoir la Banque mondiale, le FMI, les pays européens, américains, asiatiques, de façon globale.

La preuve, le gouvernement est en train de s'endetter. Il est en train d'envoyer des missions au niveau du FMI et de la Banque mondiale pour obtenir des décaissements.

.Le Sénégal a toujours diversifié et multiplié ses partenaires au développement, et ceci depuis longtemps. C'est la raison pour laquelle si vous parcourez le Sénégal, vous allez voir l'investissement de plusieurs pays au Sénégal ; qu'ils soient turcs, taïwanais, coréens, chinois, japonais, français, américains, indiens.

Donc ce discours populiste souverainiste voir démagogue comme quoi que le SENEGAL est sur une voie nouvelle est fausse.

Ce qui est important c'est de bien choisir ses alliés au de-là du populisme et de la démagogie..

Il faudra s'éloigner d'un partenaire qui ne cherche qu'un positionnement géopolitique et militaire au Sénégal, qui a énormément de difficultés, qui n'a fait aucun investissement significatif nulle part dans le monde et dont la présence dans les pays de la sous-région est une catastrophe.

C'est la raison pour laquelle j'appelle le Président Diomaye Faye à la lucidité en tenant compte des intérêts supérieurs du Sénégal dans le choix de ces partenaires stratégiques au développement.

Et pour la Présence des bases militaires françaises au Sénégal

Pour ce qui concerne la présence militaire étrangère au Sénégal, manifestement le Président Diomaye Faye est toujours dans le temps de la réflexion. Nous louons cette attitude, parce que c'est une attitude de responsabilité.

La sécurité, la souveraineté l'intégrité du Sénégal demeurent sous la responsabilité du Président de la République du Sénégal.

En 60 ans d'indépendance, le Sénégal n'a pas connu de crise sécuritaire majeure, de mutinerie, de coup d'état. Nous n'avons pas eu une rébellion non maîtrisée. Nous n'avons pas une agression d'un pays externes. Et, tout ceci, nous le devons à la fois à l'armée nationale, aux forces de défense et de sécurité et aux renseignements.

Une décision de mettre un terme à la présence de ces forces au Sénégal ne doit pas être que politique. Il faudra tenir en compte l'avis des militaires, du renseignement, des forces de défense et de sécurité. Il faudra évaluer de façon globale l'impact de cette présence tant sur le plan sécuritaire, sur le plan du renseignement, de la coopération, du transfert de technologie et de la de la formation de nos corps mais également des défis qui nous attendent parce que nous allons vers un Sénégal pétrolier et gazier.

Il faudra discuter avec les autorités de ce pays avant de prendre la décision la plus sage et la plus responsable. Et, cette décision ne serait s'éloigner des intérêts supérieurs du Sénégal et des sénégalais.

Par Mohamed Al Amine THIOUNE